

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2108>

Version française des messages US pour le Congrès de l'UGTG

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 8 avril 2014

Mis à jour le : mardi 8 avril 2014

UGTG.org

section locale 150 du Syndicat des Services Publics de Caroline du Nord (North Carolina Public Service Workers Union-UE Local 150)

Camarades et travailleurs de Guadeloupe dirigés par votre syndicat combatif, l'UGTG,

Nous écrivons cette lettre en tant que section locale 150 du Syndicat des Services Publics de Caroline du Nord (North Carolina Public Service Workers Union-UE Local 150), dans l'Etat de Caroline du Nord à l'intérieur des Etats Unis, l'impérialisme dirigeant qui encourage et soutient un grand nombre d'actes des autorités coloniales et les partis anti-ouvriers ainsi que les mouvements qui placent les profits au-dessus des besoins des hommes et des droits de la masse du peuple.

Nous voulons tout d'abord exprimer nos espoirs et notre confiance que votre congrès national a préparé les travailleurs à faire face aux défis en finissant avec la domination coloniale française sur le peuple de la Guadeloupe, et à amener la classe ouvrière de Guadeloupe au pouvoir pour apporter les changements radicaux qui répondent aux besoins et aux droits du peuple. Une part importante de cette lutte est de revendiquer et de constituer la force pour gagner la libération des militants syndicalistes qui ont été arrêtés pour avoir participé au combat pour les Droits de l'Homme contre l'injustice.

Nous, en Caroline du Nord, qui vivons dans une soi-disant démocratie contrôlée par des élites capitalistes, nous faisons l'expérience des actions de l'Etat pour pénaliser le droit de combattre les injustices. Entre mars 2013 et juin 2013 il y a eu 940 militants arrêtés dans la Campagne des « Moral Mondays » pour protester contre les injustices de la législature de Caroline du Nord. Une désobéissance de militants ouvriers organisée par l'Assemblée des Travailleurs du Sud (Southern Workers Assembly) fondée par notre syndicat a participé au Lundi Moral du 13 mai au cours duquel plusieurs adhérents de notre syndicat ont été arrêtés, dont le Président, le Vice-Président, le délégué syndical, le responsable et le représentant national.

L'arrestation de militants de nos deux syndicats est le produit de l'esprit combatif et de l'engagement que nous pensons organiser et mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour qu'elle soit la force motrice de la transformation radicale de notre société mondiale.

C'est cette lutte commune qui offre de l'espoir à nos peuples ; et l'espoir que la classe ouvrière internationale puissante et organisée se répande et donne à cet espoir une réalité concrète pour des milliards de gens dans le monde.

Veuillez ajouter le nom de notre syndicat sur votre pétition aux autorités coloniales françaises. Nous vous invitons également à prendre contact avec le Gouverneur de la Caroline du Nord appelant à lever toutes les accusations et les condamnations à l'encontre des 940 interpellés du Lundi Moral.

Au nom des adhérents de la section locale 150 du NC Public Service Workers Union-UE Local 150, nous exprimons notre solidarité.

Angaza Laughinghouse, Présidente

Larsene Taylor Vice-Président

Syndicat fraternel des camionneurs Section 808, (International Brotherhood of Teamsters Local 808) Long Island city, New York,

Cher camarade Domota,

Chers camarades de l'UGTG réunis à votre 14^{ème} Congrès National,

Au nom de mon syndicat, le Syndicat fraternel des camionneurs Section 808, à Long Island city, New York, je vous adresse mon salut fraternel à votre congrès et souhaite de fructueux travaux alors que vous préparez votre plan d'action en défense de vos adhérents et en défense de tous les opprimés et exploités de la Guadeloupe pour la période à venir.

J'espère bien être parmi vous à votre Congrès de l'UGTG des 3 au 5 avril et au Rassemblement de Solidarité International du 7 avril, où j'aurais pu personnellement joindre ma voix aux vôtres et à tant d'autres pour exiger des autorités coloniales françaises qu'elles mettent un terme immédiat à la répression à laquelle sont confrontés les dirigeants de votre fédération. Malheureusement, des questions syndicales urgentes ici m'empêchent de me joindre à vos réunions.

J'ai eu la chance d'accueillir le camarade Jocelyn Lapitre de l'UGTG dans nos locaux syndicaux en octobre dernier et encore une fois en janvier dernier. J'ai écouté attentivement l'appel qu'il a transmis du camarade Domota et de votre fédération.

Il est apparu très clairement que le gouvernement français cherche à vous faire payer, au prix fort, l'audace que vous avez eue de vous soulever comme vous l'avez fait dans une grève générale de 44 jours en 2009 pour exiger la justice et la dignité.

Nous ne pouvons pas tolérer une telle parodie de justice et que les droits ouvriers fondamentaux soient foulés aux pieds. Nous ne pouvons pas tolérer que les autorités en place s'en prennent à vous et à nous tous avec les pouvoirs répressifs de l'Etat quand nous décidons de l'action collective, comme vous l'avez fait au nom de l'UGTG et de la coalition large du LKP.

C'est pourquoi je me joins à vous pour exiger que le gouvernement français respecte les Accords Bino, qui ont été signés à l'issue de votre grève victorieuse (mais que les autorités françaises ont refusé d'appliquer) et ce qui est plus important, pour que le gouvernement français lève les accusations fausses contre le camarade Charly Lendo et les autres syndiqués de l'UGTG.

Veuillez ajouter mon nom sur l'Appel qui doit être envoyé à la Ministre française de la Justice, Mme Christine Taubira, exigeant que toutes ces accusations soient levées.

Arrêt de la répression contre le mouvement syndical en Guadeloupe !

Toujours en Avant, jamais en arrière !

En solidarité,

F. Christophe Silvera
Secretary-Treasurer

cc. Guadeloupe-Haiti Campaign Committee (USA)

Local 1180 - COMMUNICATIONS WORKERS OF AMERICA, AFL-CIO

6 Harrison Street - New York, N.Y. 10013-2898 - (212) 226-6565 FAX : (212) 966-6831

A l'attention de Mme Christine Taubira

Ministre de la Justice de la France

Paris, France

Chère Madame Taubira,

Nous, syndicalistes et militants ouvriers soussignés, avons appris que, en plus de refuser de respecter et d'appliquer les Accords Bino, qui ont conclu la grève générale de 44 jours en février 2009, votre gouvernement prépare la répression contre le mouvement syndical et en particulier contre l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG).

Nous vous appelons à lever les accusations et à suspendre les procédures judiciaires contre les syndicalistes de l'UGTG et en particulier contre Charly

Lendo, Secrétaire Général adjoint de l'UGTG, qui est accusé d'homicide involontaire dans le décès malheureux d'un jeune motocycliste, pour lequel il n'a aucune part de responsabilité.

Nous qui demeurons attachés aux principes fondamentaux de la solidarité ouvrière internationale et de la démocratie, nous vous appelons à arrêter de criminaliser les syndicalistes guadeloupais, de mettre un terme aux tests ADN à l'encontre des syndicalistes et de lever toutes les accusations à l'encontre de Charly Lendo.

Sincèrement,

Arthur Cheliotis